

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 09/09/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROMERAC**

202 RUE DU MARECHAL DE TASSIGNY  
59128 Flers-En-Escrebieux

Références : V3/2024/272  
Code AIOT : 0007000758

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement PROMERAC implanté 202 rue du Maréchal de Tassigny 59128 Flers-en-Escrebieux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROMERAC
- 202 rue du Maréchal de Tassigny 59128 Flers-en-Escrebieux
- Code AIOT : 0007000758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société PROMERAC, implantée sur la commune de Flers-en-Escrebieux, est spécialisée dans le traitement de surface de pièces métalliques et l'application de peinture en poudre.

L'activité est réglementée par arrêté préfectoral complémentaire du 14 décembre 2022. Au regard de la nomenclature des installations classées, le site est notamment soumis à :

- Autorisation au titre des rubriques n° 2566-1 (Décapage ou nettoyage des métaux par traitement thermique)
- Enregistrement au titre des rubriques n° 2565-2 (Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique) et 2940-3 (Application, cuisson et séchage de peinture mettant en œuvre des poudres à base de résine organique par pulvérisation sur métal).

#### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dioxines et furannes	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.2.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Hauteur des cheminées	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.2 et 6.4	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Condition d'exploitation du forage F1	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 4.1.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection vise à contrôler les conditions de rejet dans l'air de l'exploitation.

Elle aborde les points suivants :

- non conformité des concentrations en dioxine des rejets du four de pyrolyse,
- non conformité des hauteurs des cheminées liées aux activités de peinture (rubrique 2940),
- les travaux de mise en conformité du forage F1 (suites de la dernière visite d'inspection).

L'exploitant transmet par courriel les résultats de son autosurveillance des rejets dans l'air pour l'année 2023. Ces résultats indiquent une non-conformité des rejets de dioxines et furannes pour le four de pyrolyse.

Le jour de la visite, l'exploitant indique avoir utilisé un nouveau produit thermoplastique dans ses activités de peinture depuis avril 2023.

N'ayant pas observé de non-conformité sur ses émissions de dioxines au cours des contrôles d'autosurveillances annuels précédant (y compris pour l'année 2022), l'hypothèse principale de l'exploitant est donc liée à ce produit.

L'exploitant présente un plan d'action par courriel du 6 septembre 2024 à la demande de l'inspection.

L'ensemble des constats effectués le jour de la visite sont présentés en fiche n°1 du présent rapport. L'exploitant procédera à un contrôle d'autosurveillance complet des rejets dans l'air les 16 et 17

septembre 2024.

**L'origine des émissions de dioxine restant incertaine, l'inspection demande à l'exploitant de procéder à un suivi trimestriel pendant une durée de 12 mois des rejets de dioxines et furannes du four pyrolyse, et de transmettre un bilan à l'inspection sur les origines identifiées des dépassements et les actions correctives mises en œuvre.**

L'inspection constate la non-conformité des points de rejets dans l'air (cheminées) liées aux activités de peinture (rubrique 2940). Il est demandé à l'exploitant de mettre en conformité les cheminées dans un délai de 3 mois. Compte-tenu des démarches engagées par l'exploitant, l'inspection ne propose pas à ce stade de mettre en demeure l'exploitant.

L'inspection constate le jour de la visite les travaux de mise en conformité du forage F1 entrepris par l'exploitant.

Par ailleurs, au cours de la visite l'exploitant revient sur les observations émises par l'inspection dans le rapport de visite du 29/07/2024 concernant les piézomètres :

- l'exploitant a missionné BUREAU VERITAS pour l'obtention d'un numéro BSS pour le piézomètre PZA et transmet à l'inspection le 6 septembre 2024 un courriel daté du 26/07/2024 où il donne son accord pour l'intervention,
- l'inspection constate pendant la visite de terrain du 5/09/2024 que l'exploitant a fait protéger PZ6 par un tubage acier muni d'un couvercle sous clé et maintenu par une margelle en béton.

L'inspection constate que l'exploitant a pris en compte les observations de l'inspection présentées en fiches n°1 du rapport du 29/07/2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dioxines et furannes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.2.3.2			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
[...] c) dioxines et furannes			
La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur un période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.			
paramètres	Valeur d'émission		Flux maxi horaire en g/h
	en moyenne journalière	moyenne sur 30 min	
Dioxines et furannes	0,1 ng/m <sup>3</sup>		600 ng/h

## Constats :

L'exploitant transmet par courriel à l'inspection son rapport d'autosurveillance sur les rejets dans l'air pour l'année 2023.

Le rapport est établi par la société irh, membre d'Antea Group et daté du 25 avril 2024.

Il indique un dépassement de la VLE pour les dioxines et furannes (PCCDD/PCDF).

La valeur de concentration du rejet mesurée est de 0.28 ng/Nm<sup>3</sup> pour une VLE fixée à 0.100.

Cette valeur était conforme en 2022 (rapport irh du 21 octobre 2022), concentration de 0,05 ng/Nm<sup>3</sup>.

Le four de pyrolyse est utilisé par l'exploitant pour décaper les crochets qui servent à tenir les pièces métalliques dans l'atelier de peinture.

Ces crochets reçoivent donc de la peinture, qui convient de retirer, avant de les réutiliser.

D'après l'exploitant le four est utilisé en moyenne 2 fois par jour ouvré, chaque cycle durant entre 1h30 et 2h en phase de combustion, puis 1h30 en phase de post-combustion.

Le jour de la visite, l'exploitant explique utiliser depuis le mois d'avril 2023 un nouveau thermoplastique comme primaire. Ce produit serait la cause des émissions non-conformes de dioxines.

L'exploitant indique en avoir utilisé 1520 kg, en grande majorité déposé sur les produits finis.

Les dioxines se forment à partir de composés contenant du chlore, brome, iode ou fluor dans les produits incinérés et les poudres thermodurcissables utilisées jusqu'alors par PROMERAC n'en contiendraient pas d'après l'exploitant.

A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet la FDS du produit, datée du 27/01/2022.

Il contient du 1-chloro-2,3-époxypropane. La substance est donc potentiellement à l'origine des émissions de dioxines.

A la demande de l'inspection, l'exploitant transmet par courriel du 6 septembre 2024 un plan d'action :

"

- *demander confirmation à nos fournisseurs de peintures en poudres thermodurcissable qu'elles ne contiennent pas de composants pouvant être à l'origine des dioxines et furannes. Délai : entre le 9 et le 13 septembre 2024,*
- *réaliser la campagne d'autosurveillance du four à pyrolyse les 16 & 17 septembre 2024 en ne plaçant dans l'équipement que des crochets et balancelles revêtus de peintures en poudre thermodurcissables, donc sans la présence du nouveau primaire plastique,*
- *faire réaliser deux campagnes d'auto-surveillance par an sur notre four de décapage par pyrolyse en 2025 et 2026, idéalement par deux prestataires différents.*

"

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats de l'autosurveillance des rejets dans l'air dans un délai n'excédant pas 15 jours à compter de la réception du rapport de l'irh.

**L'origine des émissions de dioxine restant incertaine, l'inspection demande à l'exploitant de procéder à un suivi trimestriel pendant une durée de 12 mois des rejets de dioxines et furannes du four pyrolyse, et de transmettre un bilan à l'inspection sur les origines identifiées des dépassements et les actions correctives mises en œuvre.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Condition d'exploitation du puits de contrôle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 4.1.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Forage abandonné / surveillance de la nappe de la craie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 29/05/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La tête du forage doit se trouver dans un avant puits (ou un regard) maçonné ou tubé étanche, profond d'au moins 1,5 m et surélevé d'au moins 0,2 m par rapport au terrain naturel à proximité. Le tubage du forage doit dépasser du fond de l'avant puits (ou du regard) d'au moins 0,3 m pour éviter l'infiltration d'eau stagnante ou de suintement.</p> <p>L'avant puits (ou le regard) doit être recouvert par un capot protecteur verrouillé ou cadénassé hermétique.</p> <p>Une aire étanche, avec pente favorisant l'écoulement des eaux loin de l'ouvrage, d'un mètre minimum de rayon doit être réalisée autour de cet avant puits.</p> <p>L'exploitant doit veiller au bon entretien du forage et de ses abords. Des rondes de surveillance sont réalisées périodiquement. Ces dispositions sont applicables aux puits de contrôle de la qualité des eaux souterraines (piézomètres).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constats de la visite du 29/05/2024</u></p> <p>Le jour de la visite, l'inspection se rend au niveau du forage BSS000CQTZ utilisé pour le suivi de la nappe de la craie accompagnée de l'exploitant.</p> <p>Le forage se trouve dans un avant puits maçonné qui est surélevé d'au moins 0,2 m par rapport au terrain naturel. Toutefois, les parpaings qui en constituent les bordures au-dessus du niveau du sol sont endommagés.</p> <p>L'avant puits est bien recouvert par un capot protecteur verrouillé par deux cadenas. Le capot a été endommagé au même endroit que les parpaings de la bordure du puits. L'étanchéité du capot est néanmoins préservée.</p> <p>Il n'existe pas autour du forage d'aire étanche avec pente, favorisant l'écoulement des eaux loin de l'ouvrage, d'un mètre minimum de rayon autour de l'avant puits.</p> <p>A l'ouverture du puits, l'inspection constate que le tubage du forage ne dépasse pas du fond de l'avant puits. Pourtant il devrait dépasser d'au moins 0,3 mètres pour éviter l'infiltration d'eau stagnante ou de suintement.</p>

#### Constats de la visite du 5/09/24

L'exploitant a réalisé des travaux de modification de la partie supérieure du forage BSS000CQTZ. L'avant puits a été comblé et un tube étanche en acier atteignant 50 cm au dessus du niveau du sol a été mis en place. Le tube est maintenu par une dalle béton.

Le forage n'est plus exploité et est utilisé à ce jour comme un piézomètre permettant le suivi de la nappe de craie.

Le tube d'acier est recouvert par un capot protecteur cadenassé hermétique.

L'inspection constate le jour de la visite les travaux de modifications entrepris par l'exploitant sur le forage F1, destinés à protéger la nappe de la craie de toute contamination par l'entremise de l'ouvrage.

#### **Observations :**

Il est demandé à l'exploitant de communiquer les modifications effectuées sur l'ouvrage au BRGM via DUPLOS.

Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les modifications effectuées sur l'ouvrage F1BSS000CQTZ.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Hauteur des cheminées**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.2 et 6.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

#### **Prescription contrôlée :**

Article 6.2 de l'arrêté du 12 mai 2020 Points de rejets.

[...]

Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Article 6.4 de l'arrêté du 12 mai 2020

Hauteur de cheminée et conditions de rejet à l'atmosphère.

Tout rejet en façade, à l'horizontal, est interdit.

[...]

La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur ne peut être inférieure à 10 mètres. De plus, le rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

**Constats :**

L'inspection porte sur les rejets à l'atmosphère liés aux activités de peinture par thermolacquage. Ces activités donnent lieu à deux points de rejets dans l'air. Les rejets liés à cette activité contiennent des poussières liées à l'utilisation de peinture en poudre.

Le rejet P0 n'est pas effectué en toiture mais au niveau d'un hangar ouvert sur l'extérieur. Le rejet est coudé et orienté vers le sol.

Cette situation ne permet pas la diffusion des rejets dans l'atmosphère et est non-conforme à l'article 6.4 de l'arrêté ministériel du 12/05/2020.

De même, le point de rejet lié à la cabine de peinture manuelle est de section carrée et recouverte d'une protection qui bloque l'ascension du flux d'air vers l'atmosphère. La hauteur de la cheminée n'atteint pas 5 mètres au-dessus des bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.

Cette situation ne permet pas la diffusion des rejets dans l'atmosphère et est non-conforme à l'article 6.4 de l'arrêté ministériel du 12/05/2020.

L'exploitant a pris contact le 6 septembre 2024 avec un prestataire extérieur afin de faire procéder à ces modifications en conformité avec les arrêtés ministériels applicables.

L'inspection demande à l'exploitant de procéder à la mise en conformité de ces deux points de rejets dans un délai de 3 mois.

**Dans le cas où la situation ne serait pas conforme à l'échéance de ce délai, l'inspection proposera à Monsieur le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 6.4 de l'arrêté ministériel du 12/05/2020.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois